

Écrit par le 24 novembre 2024

70 personnes ont participé au lancement du cercle 'Bouge ta boîte' de Cavailon



Le réseau d'affaires 100% féminin pensé par et pour les cheffes d'entreprise [Bouge ta boîte](#) a lancé son nouveau cercle à Cavailon le vendredi 6 octobre. Un lancement auquel 70 personnes, des hommes et des femmes chefs d'entreprises, ont participé. « Notre évènement a été un succès », déclare [Sandra Guiliani](#), bientôt à la tête du cercle cavailonnais des 'Bougeuses' après que [Myriam Durand](#) l'a initié.

Durant cet événement, qui a eu lieu à Casa Della Pizza à Cavailon, les participants et participantes ont pu se présenter chacune leur tour et participer à des ateliers pour pitcher le concept de leur entreprise ou de leur futur projet.

Écrit par le 24 novembre 2024



L'équipe de 'Bougeuses' du cercle de Cavaillon. DR

V.A.

Dispositif Cœur de Ville : « Il n'y a qu'un seul

Ecrit par le 24 novembre 2024

patron, c'est le maire »



Les Rencontres nationales 'Action Cœur de ville' viennent de se tenir au centre des congrès du palais des papes. A cette occasion, près de 350 participants, dont plus de 80 élus et présidents d'EPCI représentant 110 territoires, ont pu assister à de nombreux ateliers concrets concernant ce dispositif d'accompagnement et de redynamisation des villes moyennes initié par la Banque des territoires. Un modèle de réussite décentralisé qui entend placer le maire au cœur de la machine.

Initié sur la période 2018-2022 par [la Banque des territoires](#), qui en est le principal financeur, [le programme national Action Cœur de Ville](#) avait pour objectif de conforter le rôle moteur des villes moyennes dans le développement de ces territoires où vivent 23% de la population française.

Au bilan en 5 ans, 222 territoires ont bénéficié de ce dispositif (voir carte ci-dessous) qui a permis la mobilisation de plus 6,2 milliards d'euros d'interventions publiques lors de sa première phase. Une réussite qui a poussé l'ensemble des acteurs à initié une seconde phase d'action du programme sur la

Écrit par le 24 novembre 2024

période 2023-2026.

Ecrit par le 24 novembre 2024



222 territoires
bénéficiaires

● TERRITOIRE RETENU DANS LE PLAN
"ACTION CŒUR DE VILLE"

Sources : CGET - Réalisation : CGET
service cartographie 2018



Ecrit par le 24 novembre 2024

Mettre le maire au centre du dispositif

« Depuis le lancement de ce programme il y a eu beaucoup de réalisations, se félicite [Olivier Sichel](#), directeur général de la Banque des Territoires. Et ma conviction, c'est que le succès d'Action cœur de ville est dû au fait qu'il n'y a qu'un seul patron : c'est le maire. La réussite, c'est d'avoir mis le maire au centre du dispositif et de mettre tout autour les partenaires : [Action logement](#), [l'Anah](#), l'Etat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires ([ANCT](#))... »

« La réussite, c'est d'avoir mis le maire au centre du dispositif. »

[Olivier Sichel](#), directeur général de la Banque des Territoires

« La bonne solution cela était donc de s'appuyer sur les maires. C'est de cette façon, en leur donnant la stratégie et la conception afin de leur permettre de réaliser leurs projets, que nous avons mené ce programme », poursuit le directeur général de la Banque des Territoires lors de son discours de la séance plénière d'ouverture des rencontres nationales Cœur de Ville qui viennent de se tenir au centre des congrès du palais des papes à Avignon.

Un rôle essentiel des maires que souligne également [Christophe Bouillon](#) président de ANCT et maire de Barentin en Normandie : « Il faut voir ce qui a été fait dans le cadre du programme cœur de ville. Nous y voyons des élus enthousiastes, nous y voyons des équipes mobilisées, nous y voyons aussi des services de l'Etat bien présents autour de ce dispositif. »

« C'est un programme qui marche bien et qui produit des résultats, assure-t-il devant un parterre de près de 350 participants, dont plus de 80 élus et présidents d'EPCI (Etablissements public de coopération intercommunale), représentant 110 territoires hexagonaux.

Une solution décentralisée

« Il y a plusieurs facteurs qui expliquent cela. D'abord, la transversalité avec, au départ, des questions autour du logement et du commerce. Mais on a également des questions qui tournent autour des mobilités douces, du développement économique, du patrimoine, du tourisme, de la transition écologique... C'est aussi un programme partenarial avec la Banque des territoires, l'Anah, l'ANCT et Action logement qui accompagnent les projets avec leurs moyens financiers et surtout leurs équipes. En effet, ces dernières offrent une vue d'ensemble ainsi qu'une expérience de terrain, surtout quand ces enjeux sont d'une grande complexité, avec la capacité à faire profiter un territoire de ce qui marche mieux dans un autre territoire. »

« C'est le maire qui a la capacité à vivre sa ville au quotidien. »

[Christophe Bouillon](#) président de ANCT

Écrit par le 24 novembre 2024

« Enfin, ce programme, c'est aussi une solution décentralisée, car à la base on part toujours du maire, qui est à la fois l'architecte mais aussi l'ingénieur, insiste Christophe Bouillon. On parle beaucoup de notre cœur de métier de l'ANCT qu'est l'ingénierie, mais le premier ingénieur territorial c'est le maire ! C'est lui 'l'assembler' qui a cette capacité à vivre sa ville au quotidien, à la fois sur le temps court, mais aussi le long terme à travers l'urbanisme notamment. C'est lui qui a une vision à partir duquel il est possible de construire un projet de ville. »

Avignon, Carpentras et Cavaillon bénéficient du dispositif

En tout, Actions cœur de ville a déjà permis de soutenir 6 400 projets et sur la période 2023-2026, c'est 242 villes qui vont bénéficier du dispositif. En Provence-Alpes-Côte d'Azur 13 territoires sont déjà concernés par le programme dont Avignon Carpentras et Cavaillon pour le Vaucluse mais aussi Arles et Tarascon.

Dans le cadre de la première phase, Avignon a pu ainsi bénéficier d'un prêt de 900 000€ pour la Villa Créative à l'Université, d'un prêt de 2,5M€ pour la rénovation des piscines, d'un prêt de 11,7M€ pour financer l'Ehpad d'Agroparc, du financement d'une étude sur le montage du projet de rénovation des Halles gourmandes ou bien encore du cofinancement d'une étude sur la stratégie foncière du centre ancien.

Pour Carpentras, Action Cœur de ville c'est un prêt de 4,9M€ pour la rénovation de l'Hôtel Dieu en Musée-bibliothèque Inguimbertaine, un prêt de 2,7M€ pour la réhabilitation du cœur de ville (logements et commerces vacants) et un prêt de 1,5M€ pour la rénovation des écoles et le cofinancement d'un manager de centre-ville sur la période 2021-2022.

Même chose à Cavaillon avec un prêt de 4M€ en cours de contractualisation avec le CHI (Centre hospitalier intercommunal) de Cavaillon, pour le futur Ehpad, et le cofinancement d'étude pour la rénovation énergétique des bâtiments scolaires. Les trois communes vauclusiennes ont également bénéficié du cofinancement d'un manager de centre-ville sur la période 2021-2022.

Écrit par le 24 novembre 2024



Le dispositif Action Cœur de ville a notamment permis l'octroi d'un prêt de 4,9M€ pour la rénovation de l'Hôtel Dieu en Musée-bibliothèque Inguimbertaine à Carpentras. © DR/Ville de Carpentras

Un formidable levier qui devrait servir de modèle

« C'est un formidable levier », s'enthousiasme le président ANCT.

Un sentiment aussi partagé par le Directeur général de la Banque des Territoires qui estime « que ce programme devrait inspirer tout l'aménagement du territoire. Quand je vois ce qui se passe dans les quartiers, je pense que si l'on mettait le maire au centre avec tous les services la justice, l'éducation nationale, la police et la sécurité... on aurait des progrès spectaculaires dans ces quartiers. »

« Il faut avoir une vision très longue du développement de ces villes à taille humaine, poursuit Olivier Sichel. Prenons l'exemple de la ré-industrialisation, elle ne passera pas par les métropoles, elle passera par ces villes moyennes qui concentrent 26% de l'emploi total en France. L'industrie a marqué la plupart du temps l'histoire de ces villes et aujourd'hui, alors que nous sommes en phase de ré-industrialisation, c'est aussi leur avenir à nouveau. »

« C'est dans les villes à tailles humaines que se joue beaucoup de choses, complète Christophe Bouillon.

« Il faut vraiment que l'on vienne en soutien des commerçants. »

[Gil Averous](#), président de Villes de France et maire de Châteauroux

Ecrit par le 24 novembre 2024

Au chevet des commerces locaux

Toujours lors de la sa séance plénière d'ouverture de ces rencontres nationales Cœur de Ville 2023, [Gil Averous](#), président de Villes de France et maire de Châteauroux, en a aussi profité pour rappeler qu'il fallait « vraiment que l'on vienne en soutien des commerçants qui rentrent notamment dans une période de remboursement du PGE. On avait un dispositif qui donnait entière satisfaction par le passé qui était le Fisac (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce). Il permettait de soutenir les commerçants afin de moderniser leur boutique. Nous pensons qu'aujourd'hui, il est temps de remettre en place quelque chose qui puisse financièrement servir à l'investissement dans nos commerces car nous avons tout un pan de la modernisation commerciale qui sort de notre dispositif de droit commun. On n'est pas uniquement sur la rénovation de façade ou l'accessibilité aux personnes handicapées. Nous sommes aussi sur la modernisation de 'l'outil industriel' comme remplacer l'éclairage classique par un éclairage basse consommation par exemple. »



Les participants des Rencontres nationales 'Action cœur de ville' ont découvrir sur le terrain les projets soutenus par le dispositif comme ici à Avignon, en compagnie de Cécile Helle, la maire de la cité des papes, mais aussi à Cavaillon, Carpentras et Arles lors de visites destinées aux élus de toute la France. ©DR/Ville d'Avignon

Trouver un équilibre entre le développement du centre-ville et celui de sa périphérie

Idem concernant les entrées de ville où il est impératif pour Gil Averous d'associer « le maire de la ville

Ecrit par le 24 novembre 2024

centre et sa périphérie dans la réflexion des aménagements commerciaux. Il s'agit de considérer l'ensemble des problématiques qui se posent aux villes-centres, et notamment l'équilibre entre le développement du centre-ville et celui de sa périphérie. »

« Il ne s'agit pas d'annoncer la fin des zones commerciales qui représentent toujours 70% des achats en France, complète pour sa part le président de l'ANCT en évoquant [le Plan national de transformation des zones commerciales](#). Il faut faire en sorte que ce qui apparaît aujourd'hui comme des morceaux de ville deviennent demain, de véritable quartier de ville avec une fonction commerciale mais aussi d'autres destinations comme le logement notamment. Mais en même temps on ne peut pas considérer que la Zan (Zéro artificialisation nette) n'a pas d'impact sur ce que l'on recherche à faire aujourd'hui en matière de densité urbaine. C'est donc cet effort de transformation que nous devons faire à travers ce programme qui répond à des enjeux d'équilibres entre les périphéries et les centres ainsi que dans les nouvelles mutations commerciales. Pour rappel, la liste est impressionnante du nombre d'enseignes qui ont disparu. En 2022 et 2023 c'est 1 200 magasins qui ont fermé dans ce pays. »

Du concret, du concret et encore du concret

Durant ces Rencontres, les organisateurs ont proposé un grand nombre d'ateliers autour de thématique aussi variées que 'les entrées de villes', 'la Zan', 'l'adaptation au changement climatique', 'le développement économique', 'la sobriété foncière', 'la rénovation de l'éclairage public', 'la renaturation', 'le développement des mobilités cyclables', 'la rénovation énergétique des bâtiments publics', 'les foncières de redynamisation', 'l'habitat inclusif', 'la requalification des friches'...

« Nous ne nous contentons pas seulement de financer, nous faisons aussi tout pour accompagner les collectivités dans leurs projets. »

[Alexis Rouque](#), directeur régional Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Banque des territoires

« Ces rencontres sont l'occasion de montrer ce que peut apporter la Banque des territoires ainsi que de présenter nos savoir-faire explique [Alexis Rouque](#), directeur régional Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Banque des territoires au sein du groupe Caisse des Dépôts. Nous ne nous contentons pas seulement de financer, nous faisons aussi tout pour accompagner les collectivités dans leurs projets. Nous mettons ainsi en place des crédits d'ingénierie, c'est à dire des études sur l'opportunité d'un projet et sur son montage. Notre expérience nous permet de savoir si telle ou telle solution est opérationnelle ou non. Au final, nous nous proposons un financement de A à Z avec un co-financement de l'ingénierie projet. C'est particulièrement utile pour les villes d'action cœur de ville qui sont à taille humaine et qui n'ont pas forcément la ressource technique pour mener ce type d'étude. »

Concrètement, l'accompagnement proposé par la Banque des territoires se matérialise par un appui en ingénierie adaptés à chaque projet (études de marché, études de faisabilité, assistance à maîtrise d'ouvrage pour le montage et la réalisation...), des offres de prêts, dont le Prêt renouvellement urbain (PRU) spécifique aux Opérations de revitalisation de territoire (ORT), des investissements dans de nouvelles structures (par exemple, pour soutenir l'élaboration d'une offre de formation dans le domaine

Écrit par le 24 novembre 2024

de la santé ou investir dans l'immobilier de la formation).

La Banque des territoires propose aussi des possibilités de consignations volontaires ou légales (par exemple pour la sécurisation des opérations immobilières, expropriation et préemption) ainsi qu'un éventail de solutions innovantes complémentaires : services à la personne en matière de santé, mesure des îlots de chaleur...

Des maires pour convaincre d'autres maires

« Ce rendez-vous à Avignon, cela permet aussi aux maires de partager leurs expériences lors des nombreux ateliers thématiques que nous avons proposés durant ces 2 jours au centre des congrès du palais des papes, poursuit Alexis Rouque. Ces témoignages concrets de maire sont particulièrement importants car ils constituent une sorte de 'communication' par la preuve et échange entre pairs. »

« Avec ce programme, nous ne sommes pas simplement dans la réinvention de la ville, ou dans la ville de demain, mais bel et bien dans la ville d'aujourd'hui et l'action concrète plus que jamais incarnée par les maires », conclut Christophe Bouillon, le président ANCT, pour qui « Action cœur de ville a su avant tout s'adapter à l'expérience des maires tout en répondant aux enjeux de sobriété foncière. »

Dans la salle des conclave, nombreux sont les élus à reconnaître que cette dynamique est l'une des seules politiques d'aménagement du territoire que l'on est réellement mises en œuvre avec succès en France depuis les années 1960.

Une ambition que l'on retrouve également avec [le programme Petites villes de demain](#), destinés à de plus petites communes dont les problématiques peuvent être un peu différentes de celles d'Action cœur de ville.

« Dans tous les cas, j'ai la conviction que le maire doit être au centre du projet », insiste Olivier Sichel, le directeur général de la Banque des territoires.

Cavaillon : la société Amoéba pose la première pierre de son usine de biocontrôle Usibiam

Écrit par le 24 novembre 2024



Amoéba, société lyonnaise spécialisée dans les solutions biologiques dans le traitement du risque microbiologique, vient d'entamer la construction de son usine de biocontrôle 'Usibiam' (Usine Biocontrôle Amoéba) dans la zone d'activités des Hauts Banquets à Cavaillon. Le projet devrait s'achever d'ici 11 mois.

C'est à Cavaillon, dans la zone d'activité des Hauts Banquets que les élus, les collaborateurs d'Amoéba, mais aussi de GSE, et les partenaires, se sont retrouvés ce mardi 10 octobre pour poser la première pierre de l'usine de biocontrôle Usibiam d'Amoéba, ou plutôt pour mettre le premier coup de pelle.

Un premier coup de pelle symbolique. Tout aussi symbolique que le jujubier qui a été planté devant la future usine de biocontrôle et qui représente la résistance. « Nous espérons qu'Usibiam résistera aussi longtemps que ce jujubier », déclare en riant [Fabrice Plasson](#), PDG d'Amoéba.

Cette usine sera destinée à produire un agent de biocontrôle pour le traitement des plantes en agriculture et un biocide biologique pour le traitement de l'eau industrielle.

Écrit par le 24 novembre 2024

11 mois de travaux dans la zone des Hauts Banquets

Construire cette usine dans la zone des Hauts Banquets a un objectif, celui de réindustrialiser la France avec des techniques innovantes. « Une réindustrialisation est capitale pour redynamiser l'essor français à l'international », affirme Fabrice Plasson. Le lieu de construction lui, n'a pas été choisi au hasard. « On a choisi la zone des Hauts Banquets car elle est tournée vers la naturalité », ajoute [Hervé Testeil](#), directeur industriel d'Amoéba. Ainsi, Usibiam se veut une référence de naturalité au service de la transition agricole et alimentaire.

La confection du projet a été confiée à l'entreprise avignonnaise [GSE](#), qui se donne 11 mois pour finir le bâtiment de 3240 m², dont 2640 m² seront dédiés à la production, et 600 m² aux bureaux, le tout sur 15 000 m² de terrain. La société Amoéba s'est, quant à elle, engagée à ce qu'au moins 60% des toitures et ombrières aient des panneaux photovoltaïques. « Aujourd'hui, nature et bâti cohabitent de manière intelligente », souligne [Roland Paul](#), président de GSE.

Un projet réalisé avec des acteurs vauclusiens et régionaux

Si GSE fait partie intégrante de ce projet d'usine de biocontrôle, il n'est pas le seul acteur vauclusien qui entoure Amoéba dans cette construction. L'agence du développement, du tourisme et des territoires [Vaucluse Provence Attractivité](#) (VPA), elle est aussi est de la partie. « Cette journée marque un projet d'avenir majeur pour le territoire, qui va participer à la construction nationale d'une filière du biocontrôle, déclare [Cathy Fermanian](#), directrice générale de VPA. C'est ici que grandira le Vaucluse de demain. »

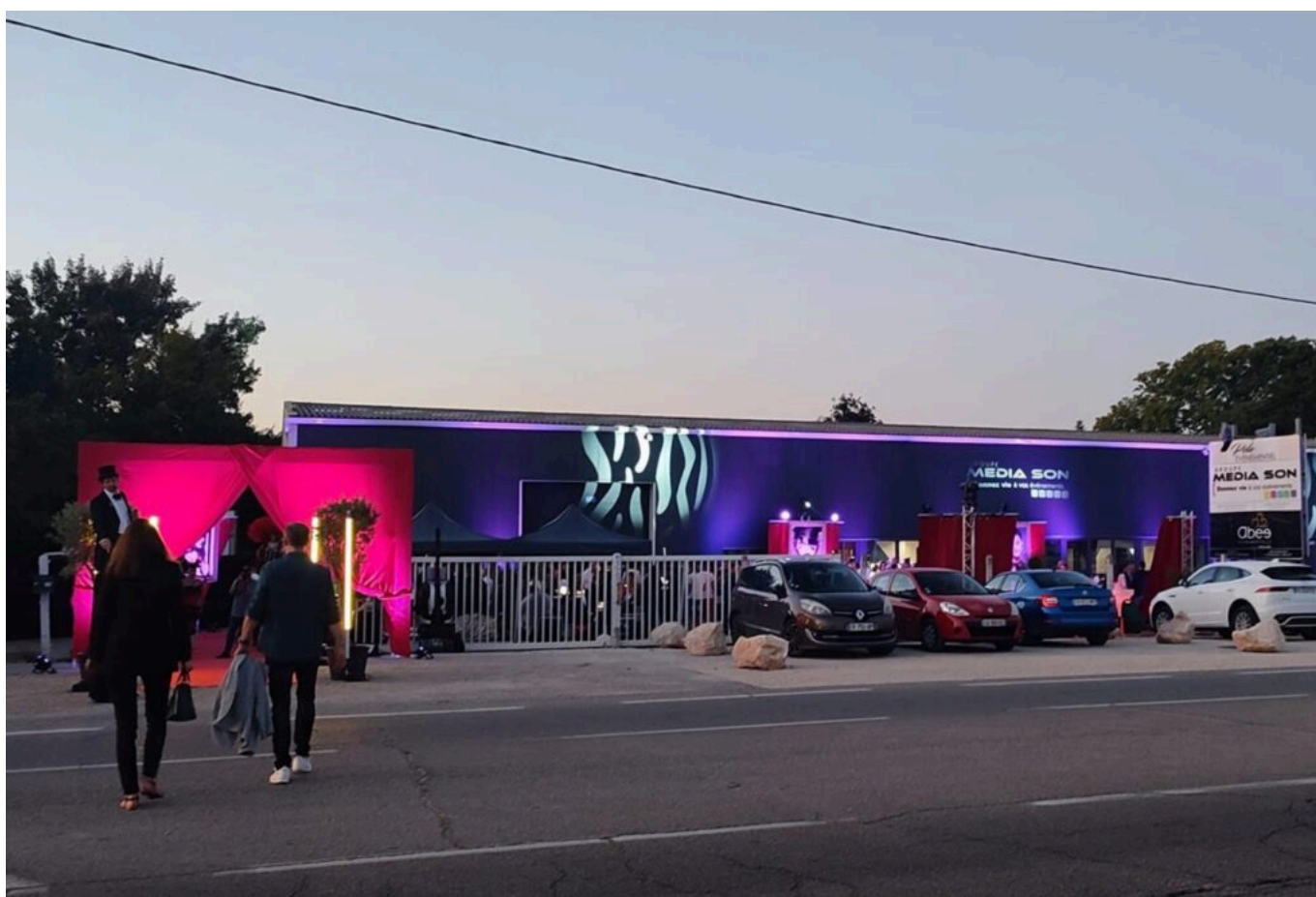
La future usine Usibiam fait également la fierté des élus locaux. « Cela fait 15 ans qu'on travaille sur le dossier des Hauts Banquets, explique [Gérard Daudet](#), maire de Cavaillon et président de la communauté d'agglomération [Luberon Monts de Vaucluse](#). C'est merveilleux de voir les premières entreprises sortir de terre. » La Région Sud, elle aussi, est ravie de cette implantation. « C'est un grand jour pour permettre à l'agriculture de devenir viable, rentable et compétitive, ajoute [Bénédicte Martin](#), vice-présidente de la Région en charge de l'agriculture. Le monde agricole est en première ligne pour assurer une mission d'alimentation, et en première ligne de tous les grands changements, notamment climatiques. »

Un projet soutenu par France 2030

Pour son usine Usibiam, Amoéba est lauréate de l'appel à projet 'Résilience et Capacité Agroalimentaire' de [France 2030](#). L'entreprise lyonnaise bénéficie donc pour son projet du soutien de [Bpifrance](#) à hauteur de 5,9M€.

« 16 projets en Vaucluse (culture, décarbonation, nucléaire, etc) ont été sélectionnés à ce jour par France 2030, ce qui représente 39M€ d'aides, rappelle [Christian Guyard](#), ancien secrétaire général de la préfecture de Vaucluse et sous-préfet d'Avignon qui vient d'être nommé sous-préfet de Compiègne. Grâce à ce projet d'usine de biocontrôle, la France tient un pari sur l'avenir pour apporter des solutions au monde de demain. »

Le groupe Média Son inaugure ses locaux à Cavaillon



Créé en 2009 par [Olivier](#) et [Rebecca Frisson](#), dans leur garage, le groupe cavaillonnais [Média Son](#) fête cette année ses 14 ans et inaugure par la même occasion ses locaux achetés en 2020. Une acquisition qui n'avait pu être célébrée jusqu'alors à cause de la crise sanitaire.

Ce sont plus de 200 personnes qui se sont rendus le 28 septembre dernier au siège du groupe Média Son, Route de Robion à Cavaillon, pour enfin inaugurer les nouveaux locaux de 1200 m² de l'entreprise, qui ont été acquis il y a deux ans et dont l'ouverture officielle était prévue le 16 mars 2020, la veille du

Ecrit par le 24 novembre 2024

premier confinement.

Deux ans de crise n'ont pas entravé la motivation et la passion des équipes du groupe. Le savoir-faire de mise en scène qui fait toute la différence en touchant la sensibilité et les émotions du public reste l'objectif principal. Aujourd'hui, le groupe comptabilise 8 salariés et 25 techniciens intermittents du spectacle, et réalise un chiffre d'affaires de 1,3M€.

Avec plus de 150 événements par an, locaux ou nationaux, le groupe Média Son est composé de l'agence de communication et d'organisation d'événements ABEE, mais aussi de 'RMS La Radio', créateur de radios automatisées et personnalisées pour les centres-villes, les concessions automobiles et même les stations de ski. Tout l'univers du groupe a été présenté lors de l'inauguration, notamment le son, la vidéo, les effets spéciaux, mais aussi la partie plus artistique avec des costumes, du spectacle, de la danse, ou encore des DJ.

[Lire également : 'Cavaillon : nouveau pôle évènementiel pour le groupe Media Son'](#)



Écrit par le 24 novembre 2024



©Média Son

V.A.

Lucien Stanzione, 'Je me bats pour un département rural en danger'

Ecrit par le 24 novembre 2024



Lucien Stanzione, sénateur socialiste, a fait le point des dossiers de son mandat de six ans dont trois passés à défendre particulièrement les filières les plus en souffrance du département : la lavande et la cerise ainsi que le financement de la recherche pour les maladies et les ravageurs. L'homme politique s'attaque, pour les 3 ans à venir, à la professionnalisation du statut d'élu et à l'obtention d'une protection juridique identique à celle des magistrats et des forces de l'ordre face à l'insécurité grandissante. Il est également question de sécurité et de défense des services publics.

«Le Vaucluse assied son économie sur l'agriculture. Or, celle-ci se transforme, notamment du point de vue de la réglementation ; celle de l'offre et de la demande.»

«Il y a encore 5 ans, tout allait bien pour la lavande.

C'était une culture d'avenir pour des zones déshéritées avec des cours élevés allant de 100 à 120€ le kilo d'huile essentielle. Puis les industriels de la Beauce, voyant les cours de blé chuter, se sont lancés dans la

Ecrit par le 24 novembre 2024

lavande, obtenant pour la mise en place des distilleries, des subventions européennes. Les territoires voisins du fleuve Rhône se sont mis à planter, tandis que la Bulgarie faisait elle-aussi de l'importation de lavande. Les grands parfumeurs ont acheté des terres en Bulgarie et planté sur place. C'est toute cette concomitance de faits et le développement des huiles essentielles de lavande qui ont fait chuter les cours. Résultat, 4 ans après, nous sommes entre 12 et 17€ le kilo. L'huile essentielle fine de lavande n'est plus rémunératrice -en dessous de 15€/kg pour l'agriculteur-. Le coût d'exploitation est devenu supérieur au bénéfice de la vente.»

Copyright Office de tourisme pays d'Apt Luberon

«Il y a aussi la question des ravageurs

Les produits de traitement phytosanitaires ont été interdits -dont certains détectés -diméthoate-probablement cancérigènes- sans que simultanément il y ait des alternatives. Les plantes sont en train de crever. En réaction, au Sénat, nous avons imposé le vote d'une enveloppe de 10M€ d'aide aux lavandiculteurs dont 1M€ à l'aide directe et avons insisté pour, surtout, financer la recherche. Cependant les critères d'éligibilité pour toucher ces 9M€ d'aides sont tellement stricts que seulement 5M€ ont été affectés et sur 850 lavandiculteurs vauclusiens, 300 sont éligibles.»

«Il faut encore se battre pour la cerise.

Et faire de l'amande et de la pistache, ce serait renoncer à la cerise. On n'en n'est pas là. Il faut encore se battre et trouver des traitements efficaces contre les ravageurs. Le seul remède actuellement prescrit est le filet -c'est entre 40 000 et 70 000€ l'hectare- sur les arbres, et lorsqu'il faut faire un traitement complémentaire, l'agriculteur doit retirer et remettre les filets. Et cela est à ajouter au coût d'exploitation. Là encore, il faut faire des efforts avec l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement). C'est 10M€ qu'il faut créditer à la recherche.»

Cerises du Ventoux copyright PNR Ventoux/Vori

La distillation du vin

«Nous en sommes à quasiment deux années de stock de vin non écoulé. La crise vient aussi, en partie, des changements des modes alimentaires. On boit de moins en moins de vin rouge et de plus en plus de vin rosé et blanc. Les vins du Bordelais (région qui vit, actuellement, un plan d'arrachage des vignes), et des Côtes-du-Rhône classiques, à l'exclusion des grands crus, ne se vendent plus. Finalement le Gouvernement a autorisé en décembre dernier, la distillation 3 millions d'hectolitres de vin rouge.»

«Je travaille également sur l'irrigation du nord Vaucluse,

via le dossier [HPR](#) (schéma directeur de réseaux d'irrigation modernes, multi-usages), mené en particulier par Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse. Son enveloppe est comprise entre 200€ et 400M€. Le Canal de Carpentras est mandaté pour en être le metteur en scène, avec l'expertise du Canal de Provence, au chapitre technique. Deux branches irrigueraient l'une jusqu'au nord Vaucluse et l'autre branche au Sud de la Drôme. Les questions à régler ? Cette irrigation serait conçue pour quelle agriculture ; pour quelles productions ; pour quelle consommation et sur quelles techniques agricoles ? Car sans eau, il n'y a pas d'agriculture.»

Ecrit par le 24 novembre 2024

«La Poste

La fermeture des postes n'est pas tolérable car c'est le service public de la proximité que j'ai toujours défendu. Pourtant, le bureau de Poste de Saint-Ruf, à Avignon, comme ceux des petites communes ferment. Nous devons penser aux personnes les plus en difficulté comme les personnes âgées, les personnes handicapées, celles qui ne peuvent pas se déplacer parce qu'elles n'ont pas de véhicules, les gens qui vivent avec nous et autour de nous. Cependant, pour les petites communes, comme Saignon, l'agence communale postale, aux horaires élargis, peut être une solution. Le problème ? C'est la perte des services financiers. Les personnes qui ont un compte à La Poste ou perçoivent leur pension n'y ont accès que dans un véritable bureau de la Poste qui sont, hélas, regroupés dans les grandes villes.»

La fermeture des hôpitaux

«Nous vivons une crise de la santé publique et de l'urgence médicale. Cela veut dire que l'on joue avec la santé des gens. Même le 15 ne dispose plus, systématiquement, d'un médecin car on en manque. Il est, le plus souvent, remplacé par un infirmier. Il y a des médecins urgentistes dans les Forces armées, réquisitionnons les pour faire les urgences de nuit. Nous avons besoin de professionnels pour faire les premiers soins. Faisons de même avec les médecins libéraux volontaires des sapeurs-pompiers.»

Quand la République recule

«A propos de la police nationale urbaine ? On nous avait annoncé plus de 43 postes et on se retrouve avec 15. Je demande pourquoi, et l'on me répond que personne ne veut venir. Je n'ai pas compris parce que des familles de la région parisienne -où démarrent la carrière de tous les jeunes policiers- m'ont saisi pour rejoindre leur famille dans le sud. En même temps, on me répond qu'il n'y a pas de volontaires pour venir. Si l'on a envie de mettre en place la politique que l'on annonce, -je parle du ministre de l'Intérieur- alors pourquoi vivons-nous cette situation ridicule ?

La lutte contre la drogue ?

Finalement, la lutte contre la drogue n'est pas menée comme elle devrait l'être et comme nous le voyons à Cavaillon, Carpentras -la situation du bois de l'Ubac est catastrophique avec ses guetteurs installés- et à Avignon. Il faut arrêter la politique du bling-bling avec Gérald Darmanin en shérif. Ces solutions ne sont pas opérantes. Les gens qui habitent ces quartiers ont de faibles revenus et ne peuvent habiter que là. Ils sont pris en otages dans une cité contrainte par des trafiquants et où il n'y a plus de services publics. Nous avons besoin de moins d'annonces et de plus d'efficacité, avec l'affectation permanente de policiers. La CRS 8 ? C'est de la rigolade, parce qu'ils ne restent que 4 jours, juste le temps, pour les dealers, d'aller à la mer.»

Lutte contre la drogue DR

La violence envers les élus

«Je demande depuis plus de 10 ans, un véritable statut des élus 'Agent civique territorial'. Nous demandons un projet de loi pour un statut de fonctionnaire citoyen, comparable à celui des agents de la fonction publique. On passe du système de l'indemnité à celui de la rémunération et à un système de protection de l'élu et de la personne.»

Écrit par le 24 novembre 2024

Perspectives pour les 3 années à venir

«Tenant compte de mes nouvelles fonctions au Sénat, dans le cadre de la commission des Affaires économiques, celle de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement et de la Délégation aux collectivités territoriales, mon action se complètera vers le monde de l'économie en faveur de l'emploi, de la formation, des rémunérations en travaillant avec les élus sur le développement de l'entreprise, de l'artisanat et de l'activité de proximité. Sans oublier le 3ème versant de l'économie vauclusienne : le tourisme.

Le élus se battent pour maintenir les services de proximité DR

«Par ailleurs, il se pose aussi la question du devenir des grands villes de notre département.

Je rappelle que les prochaines élections municipales auront lieu dans 3 ans. Et si l'on ne répond pas aux préoccupations des bassins de vie en termes de développement économique, de sécurité et des questions sociales, il est probable que ces villes rencontrent de grandes difficultés dans tous ces domaines au détriment des vauclusiens. »

«A propos du Rassemblement national

Je tiens aussi à dire que malgré ce qu'ils veulent faire croire, ce ne sont pas eux -les élus du rassemblement national ou assimilé- qui défendent la justice sociale et la lutte contre les inégalités. Ce ne sont pas eux qui défendent les plus faibles. La preuve : ils ont refusé le repas à 1€ pour les étudiants pauvres, ainsi que la proposition de la gauche du Smic à 1500€ net. Sur les questions sociétales, également, ils refusent l'inscription du droit à l'avortement dans la constitution. Un député RN a ainsi proposé récemment que les femmes retournent dans leur foyer plutôt que de travailler. Ma ligne de conduite est de travailler avec tous les élus, ceux de gauche et ceux qui se réclament de l'arc républicain au service des vauclusiens et des élus.»

Écrit par le 24 novembre 2024



Dans les coulisses de la conférence de presse

Lancement du cercle 'Bouge ta boîte' de Cavaillon pour les femmes entrepreneures

Ecrit par le 24 novembre 2024



Le réseau d'affaires 100% féminin pensé par et pour les cheffes d'entreprise [Bouge ta boîte](#) lance son nouveau cercle à Cavaillon ce vendredi 6 octobre. L'objectif de ce cercle est pour les femmes entrepreneures de s'entourer, développer leur chiffre d'affaires et d'étoffer leur stratégie en s'appuyant sur la puissance du collectif.

Le réseau comptabilise plus 1 800 dirigeantes. Il est présent dans 115 villes en France et représente plus de 80 secteurs d'activités. Chaque année, de nombreux événements sont organisés, localement ou nationalement, afin de permettre la rencontre et l'échange entre les cheffes d'entreprise.

Durant le mois d'octobre, plusieurs cercles vont faire leur apparition, dont celui de Cavaillon. C'est le deuxième cercle créé en Vaucluse, après celui d'Avignon. Ce lancement sera célébré à Casa Della Pizza de 12h à 14h30. Les entrepreneures sont invitées à [réserver leur place](#) pour assister à l'événement et réseauter !

Vendredi 6 octobre. De 12h à 14h30. Gratuit sur [réservation](#). Casa Della Pizza. 10 Place Maurice Bouchet. Cavaillon.

V.A.

(Vidéo) Entre pop et chanson française, Zaho de Sagazan à la Garance de Cavailon



Avant l'Olympia, une escale envoûtante à Cavailon.

Une voix grave, des textes sensibles et intelligibles, c'est tout ça Zaho de Sagazan, 23 ans, qui nous présente sur la scène cavaillonnaise son premier album «La symphonie des éclairs». «Tout du long de l'album, elle passe du spleen à l'extase, de l'ivresse au dégrisement, du désir à la sublimation, qu'elle explore les relations de couple (Langage, Dis-moi que tu m'aimes, Je rêve, Suffisamment), les fantasmes amoureux (Les garçons, Mon inconnu), des autoportraits audacieux (Tristesse, Mon corps, La symphonie des éclairs), des songes troublants (La fontaine de sang), ou tout simplement invite à la suivre dans son univers libre et fervent (Ne te regarde pas).»

Un superbe album et un talent à découvrir en concert

Avec Tom Geffray à la batterie et Alexis Delong au clavier qui subliment avec leurs rythmes électro les textes intimistes de Zaho de Sagazan. Le concert aura aussi une configuration debout car Zaho n'a pas son pareil pour nous inviter à bouger, à danser, à nous émouvoir.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Jeudi 5 octobre. 20h. 3 à 20€. Concert assis. Debout. Scène Nationale La Garance. Rue du Languedoc. Cavaillon. 04 90 78 64 64 . www.lagarance.com

Le Min de Cavaillon participe aux Journées nationales du don agricole



Dans le cadre des Journées nationales du don agricole qui ont lieu tout le mois de septembre, sous l'initiative de l'association [Solaal](#), le [Marché d'intérêt national \(Min\) de Cavaillon](#) récoltera des dons ce vendredi 29 septembre.

Cette initiative, qui met en valeur la générosité des agriculteurs vauclusiens et vise à créer du lien

Écrit par le 24 novembre 2024

avec les associations caritatives locales, entre dans la réalisation du futur Projet alimentaire territorial (PAT) du Département de Vaucluse, actuellement en voie de finalisation.

Le Min de Cavaillon accueillera les dons dès 3h du matin ce vendredi 29 novembre. Un petit-déjeuner sera organisé de 7h à 9h en présence d'élus locaux pour les agriculteurs, les représentants des organismes agricoles et les structures d'aide alimentaire vauclusiennes. Les dons seront comptabilisés à ce moment-là et il sera possible de s'informer sur la possibilité de don contre déduction d'impôt tout au long de l'année. Le [Min d'Avignon](#) organisera une journée de récolte de dons agricoles au printemps prochain.

L'année dernière, huit tonnes de fruits et légumes avait été récoltées auprès de onze producteurs. Ces dons ont bénéficié à cinq associations caritatives et humanitaires (Resto du cœur, Secours Populaire Français, ANDES, Jardins de Méditerranée, Croix Rouge Française).

V.A.

Décathlon veut fermer ses magasins les moins rentables

Ecrit par le 24 novembre 2024



Sous l'impulsion de sa nouvelle directrice générale Barbara Martin Coppola, transfuge d'Ikea, le groupe nordiste Décathlon souhaite désormais se débarrasser de ses magasins les moins rentables selon nos confrères de [Capital](#).

Une démarche déjà entreprise avec la fermeture, le 2 septembre dernier, du site de Villefranche-de-Rouergue dans l'Aveyron. Un peu plus tôt dans l'été, c'est le magasin de Nantes-Treillières qui a baissé définitivement le rideau fin juillet dernier alors que, début 2023, c'est ceux de Limoges-Le Vigen et de Strasbourg-Hautepierre qui ont arrêté leur activité.

Plus loin dans le temps, on peut considérer que ce mouvement avait déjà été initié avec les fermetures des Décathlon de Nanterre en juillet 2021, de la Trinité, à côté de Nice, en septembre 2020 ainsi que celui de Malakoff en décembre 2019.

Quid des magasins vauclusiens ?

En Vaucluse, l'enseigne est historiquement présente au Pontet, dans la zone d'Avignon-Nord, avec un magasin de 8 200 m² de surface de vente inauguré en 2002 avant d'être agrandi en 2011. Ce magasin étant autrefois situé à Sorgues dans un bâtiment plus petit abritant Cultura aujourd'hui.

Dans le département, Décathlon est aussi installé dans la zone d'Avignon-Sud, à côté de Mistral 7, dans un magasin 3 000 m² après avoir quitté la galerie du centre commercial en 2003. L'enseigne est encore présente avec les magasins de Cavaillon, Orange et Bollène.

Actuellement, le groupe fondé en 1976 compte 1 751 magasins (pour près de 105 000 salariés et un chiffre d'affaires de 15,4 milliards d'euros en 2022), dont 325 en France. Outre la fermeture des points de vente les moins rentables, il privilégie désormais l'ouverture de nouveaux espaces de vente plus petits ou bien la réduction de certains des magasins actuels.

Ecrit par le 24 novembre 2024

A ce jour cependant, la direction du groupe, longtemps enseignée préférée des consommateurs français avant d'être détrônée par Action cette année, n'a pas communiqué dans le détail sur l'avenir des magasins éventuellement concernés par des fermetures ou des réaménagements.

Objectif : plus de numérique et moins de marques propres

La nouvelle dirigeante de l'enseigne souhaite également développer les ventes sur le net (18,8% en 2022 contre 20,8% en 2021). Le spécialiste du sport veut aussi réduire le nombre de ses marques propres. Aujourd'hui, Décathlon propose près d'une cinquantaine de marques propres (Kipsa, Tribord, Quechua, Domyos, Kalenji parmi les plus connues). Barbara Martin Coppola voudrait n'en conserver qu'une quinzaine.

Objectif : relancer des ventes qui n'ont progressé que de 2% lors du 1^{er} semestre 2023 contre 9% prévus et faire face à la concurrence d'Intersport qui a récemment pris le contrôle de 72 magasins Go Sport.

L.G.